

# Laaouej: « Le Bureau du Plan confirme l'échec de la politique de la suédoise »

CONJONCTURE Le socialiste compare les prévisions du Bureau du Plan à celles de mi-2014

- Une croissance plus faible, un déficit plus profond et une amélioration marginale de l'emploi.
- Pour le député socialiste, le Plan confirme par des chiffres ce que ne cesse de dénoncer l'opposition.

L'économie belge va marquer le pas cette année. La croissance, en volume, sera légèrement inférieure à la modeste performance enregistrée en 2015. Le Bureau du Plan, dans ses prévisions rendues publiques jeudi, table ainsi sur une croissance de 1,2 % en 2016, après 1,4 % l'an dernier.

Consciente que de nouveaux efforts budgétaires seront requis, la ministre du Budget, Sophie Wilmès, a mis l'accent sur les 30.000 emplois qui, selon le Plan, devraient être créés cette année. Et elle s'est dit « *confiante dans le redressement de l'économie grâce à l'amélioration de la compétitivité des entreprises et du pouvoir d'achat des travailleurs, rendue possible notamment grâce au tax shift* ».

La profession de foi n'a pas convaincu l'opposition. Le député socialiste Ahmed Laaouej a comparé les dernières prévisions du Bureau du Plan à celles réalisées à la mi-2014, quand Elio Di Rupo occupait encore le « 16 ». Sa conclusion : « *En s'attaquant aux salaires, le gouvernement Michel a asphyxié la demande intérieure et a plombé l'économie. Les récentes prévisions du Bureau du Plan marquent l'échec de la politique du gouvernement fédéral.* »

## Un coup de frein aux dépenses des ménages

En 2015, les dépenses de consumma-

tion des ménages (en valeur), explique Ahmed Laaouej, étaient inférieures de 2,3 milliards par rapport à ce que prévoyait le Bureau du Plan en 2014 ; et cette année, elles seraient moins élevées de 3,9 milliards par rapport aux projections réalisées juste avant l'arrivée au pouvoir de la suédoise.

Pour le député PS, il ne faut pas chercher loin : c'est l'effet du brutal coup de frein à l'évolution de la masse salariale suite au saut d'index. L'an passé, la rémunération des salariés a été inférieure de 3,2 milliards par rapport à ce qu'attendait le Plan en juin 2014 ; et cette année, le différentiel devrait atteindre 8,6 milliards, note-t-il. « *Le gouvernement prétendait que le saut d'index et la réduction de cotisations sociales allaient relancer l'économie. Or, la relance n'est pas là, les travailleurs sont appauvris, les finances publiques sont abîmées et la Sécurité sociale est menacée !* »

Il faut dire qu'à la mi-2014, le Plan prévoyait 1,8 % de croissance en 2015 et 1,7 % en 2016. On n'y est pas... malgré les « vents favorables » qui ont soutenu la conjoncture : la dépréciation de l'euro et la chute des prix pétroliers.

## Un effet « marginal » sur l'emploi

« *La politique du gouvernement plombe la demande intérieure et, mécaniquement, la croissance. Car le regain des exportations - censé être induit par la réduction des cotisations sociales et le saut d'index, mais qui s'explique aussi par la baisse de l'euro, un facteur sur lequel la coalition n'a pas de prise - ne compense pas le ralentissement de la consommation privée* », poursuit le député.

Si la masse salariale est freinée, les profits des entreprises sont dopés par la

politique suédoise. C'était voulu... dans l'espoir de favoriser l'investissement et les embauches. Mais le relèvement de la rentabilité tarde à générer un véritable rebond des investissements des entreprises et, ajoute Ahmed Laaouej, ne se traduit que par une amélioration « marginale » des perspectives d'emploi.

Chacun en jugera : le Bureau du Plan table, dans ses dernières prévisions, sur 9.300 emplois supplémentaires cette année par rapport à ses attentes à la mi-2014. « *Le bilan n'a rien d'exceptionnel au regard des efforts demandés à la population* », estime le député PS.

« *Le gouvernement Di Rupo, tout en redressant les finances publiques, avait réussi à relancer l'économie tout en confortant la Sécurité sociale. Le gouvernement Michel fait le contraire : aggravation du déficit budgétaire, recul de la croissance et menace sur la Sécu* », conclut Ahmed Laaouej. Bref : un zéro pointé à la suédoise... ■

DOMINIQUE BERNIS

## À SUIVRE

### En attendant le contrôle budgétaire...

Les prévisions du Bureau du Plan constituent la première étape préparatoire au conclave budgétaire, qui se tiendra durant la deuxième quinzaine de mars, après la publication, au début du mois, du rapport de comité de monitoring. Des efforts budgétaires additionnels seront vraisemblablement requis, comme le laisse présager les prévisions de la Commission européenne publiées au début du mois (*Le Soir* du 5 février).